LE GRAND SOIR

CopyLeft : Diffusion autorisée et même encouragée.

Merci de mentionner les sources.

www.legrandsoir.info



ajuster taille texte:



jeudi 19 septembre 2013

La Russie demande à l'Occident de ne pas encourager la violence de l'opposition

Les roquets d'Obama

Russia Today

La résolution que le Conseil de sécurité de l'ONU adoptera pour appuyer le plan visant à détruire les armes chimiques de la Syrie, ne fera pas référence au chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, réglementant l'usage de la force militaire au nom du conseil, a expliqué Sergeï Lavrov.

Le ministre des Affaires étrangères a expliqué la position de la Russie sur le document en préparation après avoir rencontré Laurent Fabius à Moscou.

La résolution, a souligné M. Lavrov, est uniquement destinée à affirmer le soutien du Conseil de sécurité à la feuille de route pour la destruction du stock d'armes chimiques, et elle sera rédigée par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC).

Cette résolution donnera également un aperçu des mesures qui ne relèvent pas de l'autorité de l'OIAC, notamment assurer la sécurité des inspecteurs de l'organisation qui superviseront le processus sur le terrain en Syrie. Mais la résolution ne comportera aucune référence au chapitre 7 de la Charte des Nations Unies, qui accorde au Conseil de sécurité le droit d'utiliser la force militaire pour rétablir la paix, a fortement souligné M. Lavrov.

« La résolution du Conseil de sécurité, qui statuera sur la décision du Conseil exécutif de l'OIAC, ne fera pas référence au chapitre 7. Nous l'avons dit clairement à Genève et le document sur lequel nous sommes tombés d'accord ne dit pas un seul mot à ce sujet », a martelé M. Lavrov.

La Russie a négocié un accord en vertu duquel le gouvernement syrien a décidé d'abandonner son arsenal d'armes chimiques, de façon à désamorcer les tensions déclenchées après une attaque au gaz sarin [à proximité de Damas] le 21 août. L'accord, mis au point par la Russie et les États-Unis, met de côté les plans américains d'utiliser la force militaire contre la Syrie, Washington accusant Damas de la responsabilité de l'attaque.

Plus tôt, le Secrétaire d'Etat étasunien John Kerry, a déclaré que la Russie s'est engagée à avoir recours aux mesures prévues par le chapitre 7 en cas de non-respect par la Syrie de son obligation de détruire ses armes chimiques. Lavrov a expliqué que le Conseil de sécurité suivra de près la mission de l'OIAC en Syrie et prendra les mesures adaptées, s'il trouve une preuve concrète que certaines parties sapent activement le processus [de désarmement].

Si le cas se produit – la Syrie ne respectant pas ses obligations, ou une autre partie

entravant la destruction des armes chimiques, ou utilisant celles-ci à nouveau – le Conseil de sécurité agira en conséquence, a déclaré M. Lavrov. Mais ces actions seront considérées sur une base séparée.

« Le Conseil de sécurité reverra certainement [le résultat des enquêtes] pour établir la vérité le plus tôt possible afin de s'assurer que ces rapports ne sont pas des provocations — et nous en avons vu beaucoup ces deux dernières années, chacun d'eux visant à provoquer une intervention étrangère. Si la preuve est convaincante, le Conseil de sécurité devra très certainement prendre des mesures contre les contrevenants », a dit le ministre .

Quant à la résolution future sur le démantèlement de l'arsenal chimique de la Syrie , elle sera un moment de vérité pour le Conseil de sécurité, a déclaré M. Lavrov.

« Il est toujours possible d'invoquer le chapitre 7 chaque fois que quelqu'un prétend que le régime ou l'opposition utilise des armes chimiques, et ainsi encourager à jouer sur les émotions, ce qui est inacceptable lorsqu'il s'agit de prendre des décisions graves. Ou alors, nous pouvons nous appuyer sur le travail de professionnels, qui doivent évaluer de manière approfondie, impartiale et objective tous les éléments de ces informations et en faire le rapport au Conseil de sécurité », a-t-il ajouté.

La Russie demande à l'Occident de ne pas encourager la violence de l'opposition

Les ministres russe et français ont déclaré avoir convenu que l'objectif de la communauté internationale était maintenant de réunir une conférence internationale à Genève, dont le but serait de trouver une solution politique à la crise et de mettre en place un gouvernement de transition en Syrie.

Lavrov a déclaré que Moscou était prêt à fixer à tout moment une date pour une telle conférence, et que le gouvernement de Bachar al-Assad avait donné son accord et déjà composé sa délégation. C'est l'opposition qui traîne les pieds et refuse de participer, a-t-il soulign .

« La Coalition nationale [de l'opposition] s'est clairement opposée au plan russoaméricain pour détruire les armes chimiques syriennes ... parce qu'ils s'attendaient à ce que le problème soit traité par une intervention militaire. Et ils ont été déçus que cela ne se soit pas concrétisé et que la question se soit déplacée vers le cadre strictement diplomatique et juridique », a souligné M. Lavrov.

Il a demandé aux bailleurs de fonds occidentaux de l'opposition syrienne, qui ont une influence sur les rebelles, de faire pression sur ces forces pour qu'elles participent à une conférence de paix. Il a également ajouté que certaines déclarations des partenaires de la Russie concernant certaines personnalités du gouvernement syrien ne contribuent pas à cet objectif.

« Plus certaines capitales, notamment Washington, d'Europe et du Moyen-Orient déclameront que Assad est un criminel et qu'il n'a pas d'autre place sur terre que devant le Tribunal de La Haye, plus alors la coalition [de l'opposition] augmentera ses prétentions, dont celle de représenter à elle seule l'ensemble du peuple syrien », a-t-il expliqué.

Ce lundi, Kerry, à la suite de sa rencontre avec Fabius et le secrétaire au Foreign Office, William Hague, a insisté pour que l'avenir de la Syrie se fasse sans Bachar al-Assad. Il a ajouté que Washington attendait qu'Assad démissionne pour contribuer à une solution politique dans le cadre de la réunion de Genève. La Russie insiste sur le fait que c'est aux Syriens de décider des modalités d'une transition.

De forts désaccords

Sergueï Lavrov, [Ministre des affaires étrangères de la Russie] et Fabius se sont rencontrés un jour après que l'ONU ait publié son rapport sur ••l'attaque chimique, confirmant que des armes chimiques ont en effet été utilisées ce jour-là en Syrie. Les inspecteurs à l'origine du rapport n'étaient pas en mesure d'identifier un coupable dans l'attaque, et les preuves qu'ils présentent sont maintenant sujettes à des interprétations contradictoires.

Plusieurs pays, dont les États-Unis et la France, estiment que le rapport montre incontestablement du doigt le gouvernement de Bachar al-Assad. Le ministre français a réitéré sa position à Moscou, ajoutant que les données des services français de renseignement allaient dans ce sens.

La Russie insiste sur le fait que les preuves ne sont pas concluantes, et que le rapport devrait être pris en considération en même temps que d'autres informations, y compris les récits de témoins locaux et de médias indiquant que l'attaque avait été menée par les rebelles.

« Nous avons posé des questions lors de la réunion du Conseil de sécurité après que nous ayons entendu les conclusions du rapport. Ce rapport ne précise pas si les munitions utilisées lors de l'attaque ont été produites dans une usine ou fabriquées de façon artisanale. Il ne répond pas à nos questions. Ainsi, le document doit faire l'objet d'une étude approfondie en étant associé à d'autres données actuellement disponibles directement et dans les médias », a déclaré M. Lavrov .

Il a ajouté que Moscou avait de bonnes raisons de considérer l'attaque chimique comme une provocation des rebelles, visant à entraîner l'armée américaine dans le conflit syrien.

17 septembre 2013 - Russia Today - Vous pouvez consulter cet article à :

http://rt.com/news/syria-un-resolution-lavrov-968

Traduction: Info-Palestine.eu - al-Mukhtar

http://www.info-palestine.net/spip.php++cs_INTERRO++article13990 http://www.info-palestine.net/spip.php?article13990

http://www.legrandsoir.info/les-roquets-d-obama.html